

# **na**

BI-MENSUEL  
ROYALISTE

DU 30 JUIN  
AU 13 JUILLET 1976  
6<sup>E</sup> ANNÉE

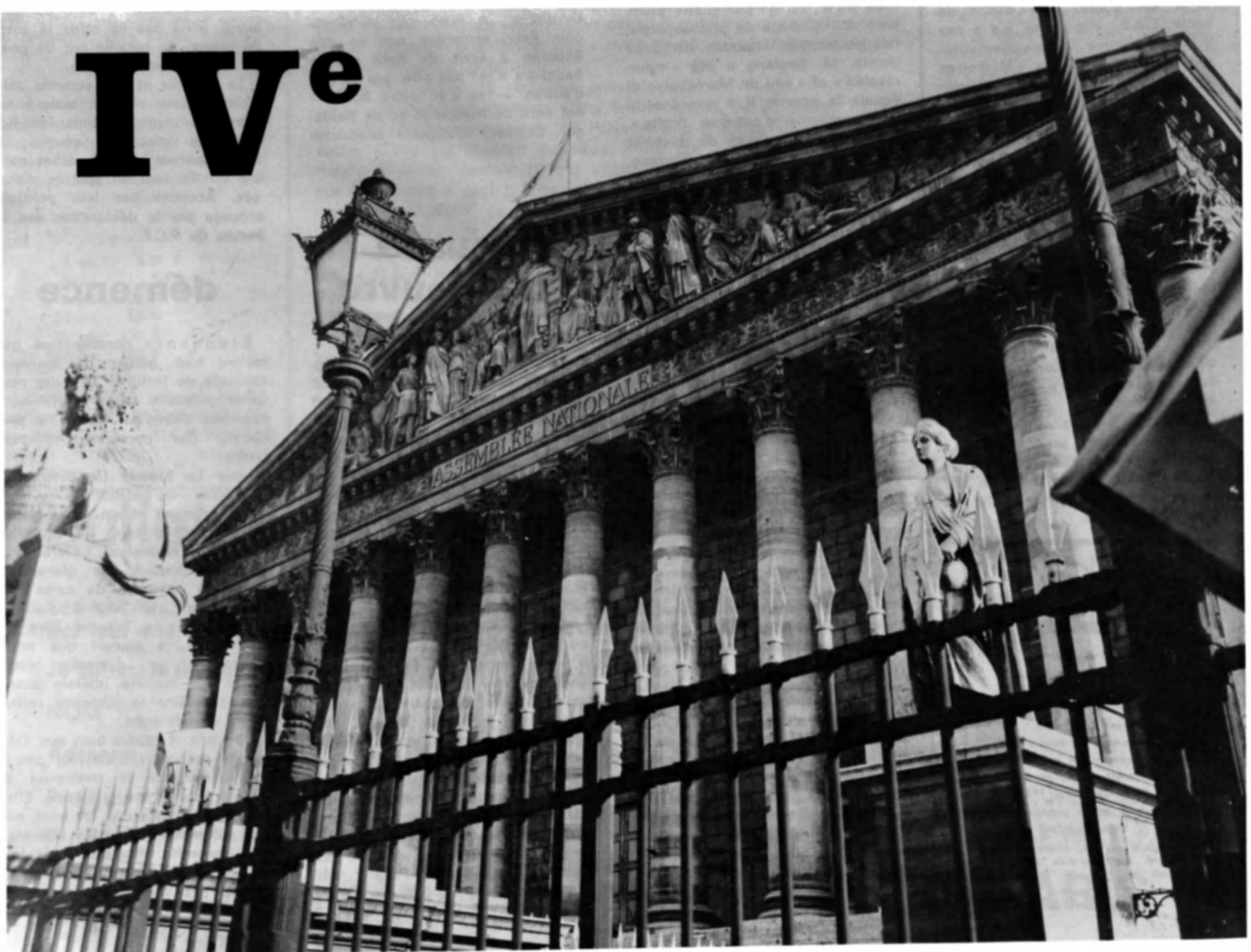
DIRECTEUR  
POLITIQUE  
B. RENOUVIN

**NOUVELLE ACTION FRANÇAISE**

n° 229 3 F

le logement social  
pages 6 et 7

## **retour à la**



# repères

Le souvenir désagréable de la IV<sup>e</sup> République est décidément revenu souvent à la mémoire des Français ces derniers temps.

D'abord parce que l'Etat giscardien apparaît de plus en plus comme un non-pouvoir. M. Giscard d'Estaing a eu beau repasser brillamment son grand oral de l'ENA devant Jacques Chancel, il n'a pu faire oublier aux téléspectateurs les flottements de plus en plus visibles de sa majorité. (L'éditorial de Bertrand Renouvin).

Et la IV<sup>e</sup> République revit à nos portes dans cette inquiète et fragile Italie de plus en plus ingouvernable (articles d'Arnaud Fabre sur les élections italiennes et de Jean-François Asselin à propos du film « Cadavres exquis »).

Parler d'Italie, c'est bien sûr évoquer la question communiste. En France, le P.C. essaie d'imiter son confrère italien (article de Michel Touron), mais les souvenirs de son récent passé stalinien le rendent peu crédible. Les mémoires de Claude Roy (chronique Lire) et le témoignage de Jean Duvinage analysé par Gérard Leclerc en « Idées » évoquent justement ce lourd passé et passif. Il est vrai que tout mouvement politique est guetté par l'esprit de secte. L'A.F., elle-même, n'y a pas échappé comme le rappellent Jacques Laurent dans ses « Mémoires égoïstes » (dont Yves Landevenec rend compte) et Philippe Vi-mieux dans notre chronique Histoire.

Mais la vie de la nation, ce n'est pas seulement le jeu des partis. Pendant que la classe politique s'y livre, les Français sont de plus en plus parqués dans des habitats déshumanisés comme l'explique en « centrale » Michel Fontaurelle. Les plus vieux, eux, sont voués à la solitude et au désespoir sauf quand des initiatives privées telle que celle qu'étudie Jacques Blangy viennent soulager leur misère physique et surtout affective.

Mais les universitaires de gauche ont d'autres préoccupations : empêcher Boutang d'enseigner en Sorbonne. Le pas de clerc de nos aliborons-mandarins est étudié en Revue de presse.



Edité par S.M.P.F.  
17, rue des Petits-Champs,  
Paris (1er)  
Téléphone : 742-21-93  
Abonnement trois mois : 20 F  
Abonnement six mois : 40 F  
Abonnement un an : 70 F  
Abonnement de soutien : 120 F  
C.C.P. N.A.F. Paris 193.14 Z  
Directeur de la publication :  
Yvan AUMONT

Les illustrations et photos illustrant ce numéro ont été fournies par le groupe audio-visuel et sont la propriété de la N.A.F.

Imprimé en France

naf 229 page 2

# la presse au crible l'affaire boutang

Le 14 juin au soir ou le 15 au matin, les lecteurs de la N.A.F. ont dû se frotter les yeux en apprenant, par *Le Monde*, que « l'élection de M. Pierre Boutang à l'université de Paris IV » suscitait « des protestations ». Cela sur trois colonnes où figuraient la pétition du « collège de philosophie », la réponse de notre ami et un long « chapeau » du *Monde*.

## la "patience du concept"

La pétition ? Philippe Nemo la résume ainsi, dans LES NOUVELLES LITTÉRAIRES :

Le texte, rédigé par quatre membres du « Collège de philosophie », fait porter ses attaques sur deux points. M. Boutang a été « maurassien » et « ami du Maréchal », et depuis la guerre, il a « ressuscité le journalisme d'extrême droite ». D'autre part, la thèse de doctorat soutenue en 1973 par M. Boutang, « L'Ontologie du secret », ne possède pas les qualités requises : la forme « se caractérise par le ton du pamphlet » tandis que sur le fond un auteur qui critique Kant, Saussure et la psychanalyse manque assurément de cette « patience du concept » où se reconnaît le philosophe.

La réponse de « l'accusé » ? Elle dénonce les mensonges concernant son action pendant la guerre, renvoie ses accusateurs au jugement de Jean Wahl et de Gabriel Marcel, et souligne que les auteurs de la pétition ne contestent même pas la régularité de son élection. « Ces furieux du pouvoir », conclut Boutang, « mentent du pouvoir une illégalité ou une injustice à leur fantaisie ».

Le commentaire du *Monde*, enfin, est particulièrement clair :

Tenter d'empêcher la nomination d'un enseignant à Paris — personne ne l'avait jugée « scandaleuse » à Brest — pour des raisons partiellement politiques, c'est légitimer une réaction ultérieure et inverse. C'est s'engager sur la voie de l'intolérance, dont on ne sache pas qu'elle soit la meilleure manière de garantir — y compris pour les extrémistes — la liberté d'enseigner, de chercher ou de créer. C'est admettre déjà que, dans un autre régime, des interdictions professionnelles — comme on dit en Allemagne — soient rendues possibles par un rapport de forces.

D'autant plus, note Philippe Nemo, que : Si l'on ne réunit pas un dossier solide, duquel il ressorte que la présence de Boutang à la Sorbonne serait une flétrissure et un danger pour l'Université française, on donne ipso-facto à penser qu'on n'est pas en mesure de réunir un tel dossier, ou que, ce qui n'est pas moins grave étant donné le résultat que l'on attend de la pétition, on a négligé par hâte ou par conviction aveugle, de le faire.

« Au fond », ajoute le jeune philosophe, Boutang est coupable d'avoir blasphémé. Mais depuis quand Kant ou Freud ou Saussure sont-ils des saints que l'on doit vénérer sous peine d'anathème, et quel consensus démocratique en a décidé ainsi ?

Décidément, l'attaque est trop grossière et trop injuste. Toute la presse quotidienne le souligne, de *L'Aurore* au *Figaro* (ce dernier fort discrètement) en passant par le *Quotidien de Paris* où Jean-François Kahn remarque que ce que Boutang a écrit de Kant ou de Saussure n'est pas pire que ce que d'autres — et d'un autre bord — ont écrit de Nietzsche ou de Heidegger. Gramsci fustigeant Benedetto

## fausse manœuvre

Groce, Politzer stigmatisant Bergson, n'y allèrent pas non plus par quatre chemins. Et certains ont commis à propos de la linguistique ou de la biologie, à la suite de Staline et de Lyssenko, des textes qu'il serait également trop facile de leur reprocher aujourd'hui.

Du coup, la gauche politique comprend qu'elle ferait une fausse manœuvre en se solidarisant avec la gauche universitaire. Ainsi, François Mitterrand, dans L'UNITE, refuse de s'associer à la campagne contre Boutang qui, pourtant, ne lui « plaît pas ». C'est que, dit-il, si je me servais de son enseignement pour le chasser de l'Université, cela démontrerait seulement que je serais devenu son disciple. Dieu m'en garde. Ma liberté ne vaut que si j'assume celle des autres.

Bonnes paroles assurément, qui cachent un beau procès d'intention. Car ce n'est pas chez Boutang que l'on trouve l'idée de l'inquisition politique, l'esprit de guerre civile, la logique totalitaire...

Foin de ces banalités. La grande surprise vient de l'HUMANITE qui, sur deux colonnes, avertit ses lecteurs que « le pouvoir veut créer une diversion à l'Université ». Comment, écrit Michel Cardoze, ne pas voir dans l'expression de ce hasard politique la responsabilité du pouvoir giscardien ?

Ce dernier sort à peine d'une grave crise dans l'enseignement supérieur où il a dû reculer devant la lutte des étudiants et enseignants. Il s'efforce par ailleurs de reprendre en mains certains secteurs de la haute administration.

Et ses laudateurs patentés voudraient, aujourd'hui, nous faire croire — grâce à la provocation grossière que constitue l'élection de Boutang à La Sorbonne — que l'intolérance est à gauche.

Le piège est énorme, on n'y tombera pas.

Boutang est un adversaire. Combattre un adversaire consiste, aussi, à ne pas lui offrir la sortie du champ de bataille par un poste de dédouanement facile.

Le pouvoir et ses commis zélés n'ont aucune chance, malgré toutes les Aurores et tous les Boutangs de giscardie réunis : ils n'échapperont pas au débat national où ils sont en posture d'accusés. Accusés par leur politique, accusés par la déclaration des Libertés du P.C.F.

## démence

Etonnants communistes qui, malgré tout, gardent la mauvaise habitude de torturer les faits pour qu'ils puissent entrer dans leurs schémas. Jusqu'au ridicule le plus absolu. Car personne ne peut croire :

- que *Le Monde* (le premier à blâmer la pétition) s'est fait l'instrument d'une provocation, de concert avec le *Quotidien* et les *Nouvelles Littéraires* ;
- que « Boutang de giscardie » est le complice de cette provocation : si Michel Cardoze avait vu sa Tribune libre du 31 mai, il saurait que notre ami est un adversaire résolu de la « société libérale avancée ». Dire le contraire relève de la démence.

Pourtant, il faudra bien que l'Humanité reconnaisse un jour que la droite n'a pas le monopole de l'intolérance et de la bêtise. Elles sont à gauche aussi, et vont même se nicher dans les colonnes de l'Humanité. Peut-être sous l'effet d'une grossière provocation du pouvoir, sait-on jamais...

Jacques BLANGY.

enquête

# le 3<sup>e</sup> âge

**Le troisième âge... Je n'arrive pas à décider si le mot est vraiment impossible ou s'il est beau. Impossible s'il signifie la ségrégation sociale. Beau s'il se réfère à cette philosophie des âges de la vie en dehors de laquelle il n'est aucune sagesse.**

La sagesse n'est rien d'autre que la faculté de goûter la vie. La vie à tous ses moments. Mais pour goûter, il faut savoir s'accepter, tel que l'on est. Or, la civilisation a privilégié de façon outrancière certaines images : la jeune fille, la jeune femme, le cadre de trente-cinq ans, etc... Du même coup, l'âge avancé, le grand âge, ne pouvaient être perçus que comme déchéance, naufrage. Et pourtant...

Une réalité brutale est venue remettre en cause ce bel univers. **La France est un pays qui vieillit.** On sait la dramatique chute de la natalité. Cela allié à l'augmentation de l'espérance de vie, produit des données nouvelles, extrêmement sensibles au niveau de la statistique. Aujourd'hui, un adulte sur quatre a plus de 60 ans. Plus de 7 millions de Français ont dépassé 65 ans. Le nombre des personnes âgées de plus de 75 ans est actuellement de 2,7 millions (dont la moitié a dépassé 80 ans). Le vieillissement de la population ne fera que s'accroître dans les prochaines années. Et pourtant, il est déjà considérable, si l'on pense que le nombre des personnes âgées de 75 ans et plus, a presque doublé depuis 1946 !

Il n'était pas possible que ce phénomène soit sans effet sur l'ensemble de la société. De fait, on parle de plus en plus du troisième âge. Les associations se multiplient, les réalisations sociales aussi. Ce n'est sûrement pas suffisant encore. Du moins, il y a là une immense secteur de notre vie nationale dont l'exploration est indispensable pour connaître cette France des profondeurs qui est bien notre pays réel.

## VOYAGE A POITIERS

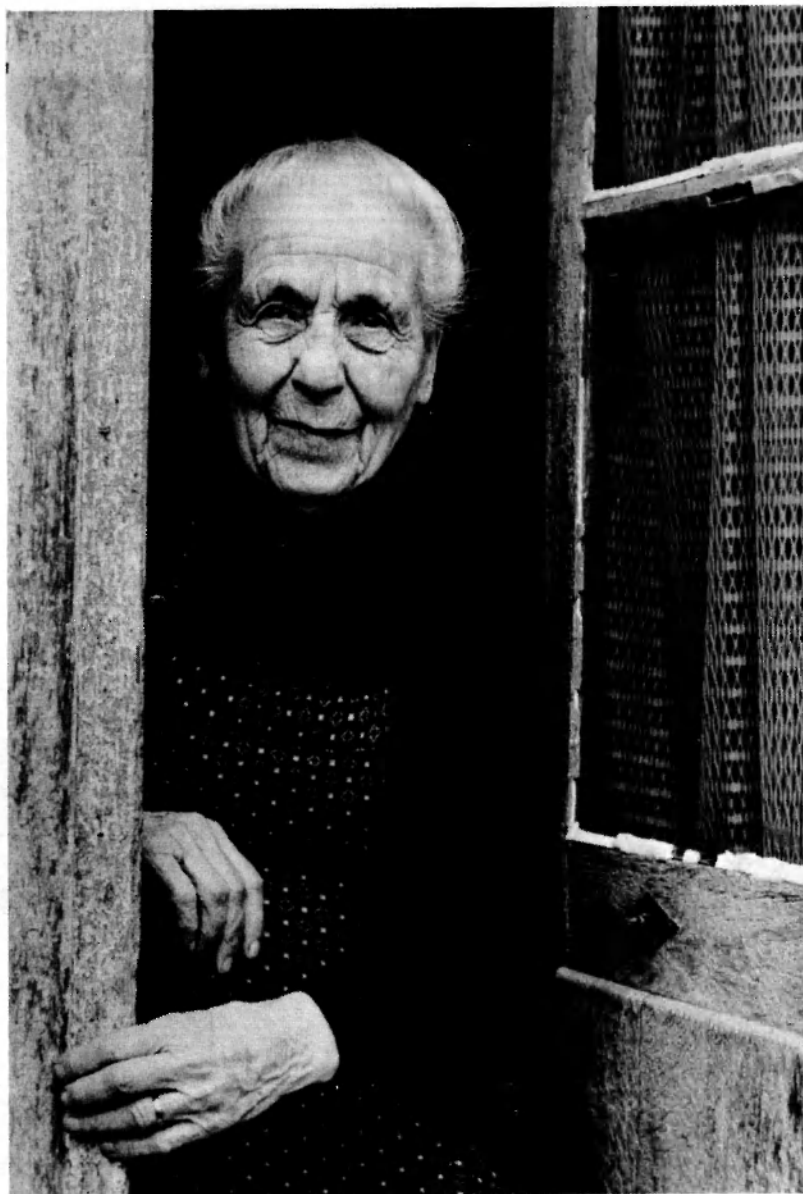
Justement, j'ai eu récemment l'occasion de me rendre dans la bonne ville de Poitiers pour passer quelques heures dans un foyer qui était une réalisation originale et qui, sûrement, aura des prolongements. Un des plus grands

maux du troisième âge, c'est la solitude presque absolue. Etre seul, sans aide, avec vos infirmités, parfois dans des circonstances pénibles, c'est une source continuelle d'angoisse, un drame vécu par des centaines de milliers de personnes. Poitiers, prestigieuse cité historique, aura eu le privilège d'avoir donné, la première, une solution pour combattre les effets de cette solitude. Quelle solution ? Le téléphone, pardi ! C'était simple. Encore fallait-il y penser et se donner les moyens d'installer aux moindres frais ce câble qui relie avec l'extérieur à tout moment.

L'initiateur de ce projet s'appelle Gilbert Cotteau (le fondateur des villages d'enfants). L'association qu'il a fondé, **delta 7** compte parmi ses programmes **delta revie** qui a précisément pris en charge l'opération de Poitiers, la première d'une série de vingt.

Le principe est simple : le téléphone permet évidemment de toucher n'importe qui : famille, enfants, médecins mais, surtout, un central qui fonctionne jour et nuit et répond à tout appel, est en mesure d'apporter une aide dans les meilleurs délais. Le système sera même perfectionné d'ici peu par la pose d'un signal d'alarme dont le prototype a été récemment présenté à Valence-d'Agen. Il s'agit d'un appareil branché sur le téléphone et déclenché par un bouton, dont le message est immédiatement enregistré à la permanence centrale. Cette permanence peut envoyer aussitôt de l'aide, grâce à une personne qui pourra pénétrer dans l'appartement d'où émane l'appel, ayant le double de la clé qui a été confiée au directeur de **delta revie**.

Ainsi à Poitiers, 37 abonnés nouveaux bénéficient du téléphone et sont en contact permanent avec le bureau d'aide sociale où est installé le central. J'ai pu m'entretenir avec les responsables, M. Claude Tartarin, directeur du centre,



Mme Paquet et Mme Chevalier qui m'ont ainsi exposé les grandes lignes de leur dispositif. Mais il y avait plus précieux encore : le témoignage des personnes qui, à travers toute la ville, sont aujourd'hui un peu moins seules. On les avait réunis, en effet, ce jour-là, pour déjeuner et leur permettre de lier connaissance.

Malheureusement, je n'ai pu voir Mme Genet, la doyenne qui a 94 ans (notre photo), mais j'ai conversé avec les autres, des dames en majorité. Je ne me suis pas ennuyé.

## BANNIR LA SEGREGATION

Ce qui me frappe toujours avec les personnes d'un certain âge, c'est leur gaieté. A croire que la France, d'il y a cinquante ou soixante ans, était bien plus joyeuse qu'aujourd'hui. Cet humour, cette façon de parler en plaisantant des faiblesses de l'âge ou de ses infirmités. Nous avons sérieusement à en prendre de la graine, avec nos générations râleuses, insatisfaites et toujours ronchonnes. Laissons de côté la politesse, exquise, la délicatesse. Sont-elles décidément d'hier ? J'aime trop les vertus de la contestation pour prôner inconditionnellement celles de la résignation. Mais tout de même, quelle leçon que le contentement des humbles, remplis d'une infinie

reconnaissance pour le moindre cadeau.

— **Maintenant que nous avons le téléphone, nous n'avons pas le droit d'être mécontents. Nous sommes des privilégiés !**

Le téléphone n'est pas l'unique façon de rompre la solitude. Heureusement ! C'est un moyen utile, maintenant indispensable, mais qui laisse entier le problème fondamental du troisième âge. Par chance, les créations se multiplient : des clubs se forment à travers tout le pays qui organisent des foyers, des loisirs, des voyages. Mais c'est encore entre personne des mêmes générations. Cela n'entame pas l'odieuse ségrégation sociale.

Là est le véritable problème. Par chance, des initiatives ont permis des rencontres avec, par exemple, des organisations de jeunes. Mais ce qui ne peut être résolu à coup de générosités plus ou moins individuelles, est la place du troisième âge dans la cité, dans l'organisation de la ville. La cohabitation et la coopération de toutes les générations est la marque de toute civilisation digne de ce nom. Il faut que le vieillard accueille le sourire de l'enfant, que tous soient participants d'une même citoyenneté.

S'il y a un problème politique, il n'est pas ailleurs.

J.B.



## élections à l'italienne

**Renforcement de la bi-polarisation, demi-succès à la Pyrrhus de la Démocratie Chrétienne, victoire inexploitable pour le P.C. tels sont les enseignements à tirer des élections italiennes du 20 juin.**

La campagne électorale avait été dominée par une seule question : les communistes auront-ils le droit de participer au prochain gouvernement italien ? La Démocratie Chrétienne reprise en main par Fanfani répondait non et retrouvait les bons vieux accents anti-communistes qui lui ont permis de se maintenir au pouvoir depuis trente ans. Son objectif était le raccorder de la sorte l'électorat des partis de droite. Il a été en partie atteint. La Démocratie Chrétienne gagne trois points par rapport aux catastrophiques élections régionales de 1975 et avec près de 39 % retrouve son niveau de 1972. Mais elle n'y parvient qu'en épuisant ses dernières réserves. Les néo-fascistes M.S.I. le tireur d'élite Sacussini reculent, les libéraux et les socio-démocrates s'effondrent. L'appoint réactionnaire de ces trois partis ne suffira pas à assurer à la D.C. une majorité à la Chambre capable de faire barrage à des projets de loi déposés par la gauche. Depuis des années le parti de Fanfani rejetait pour des raisons politiques une ouverture à droite et une collaboration avec l'extrême droite. Cette ouverture à droite est en outre maintenant mathématiquement impossible.

Un gouvernement de front populaire est, lui, invisable. Sur le papier le P.C.I. (qui atteint 4,4 % des suffrages), le P.S.I. (3,6 %), les gauchistes et radicaux (2,8 %), les républicains de La Malfa (3,1 %) et les socio-démocrates (3,3 %) dont le chef, Saragat, est capable de faire une cure de rouge sur le tard, dépassent la barre des 50 %.

Encore faudrait-il que cette majorité existe à la fois au Sénat et à la Chambre. Or, le mode de scrutin rend la gauche minoritaire au Sénat. Et surtout cette coalition de quatre ou à cinq serait trop fragile pour sortir l'Italie du marasme et faire accepter au pays les mesures d'assainissement financier et économique qui s'imposent.

Le P.C.I. par ailleurs ne tient pas à être le syndic de faillie de la Démocratie Chrétienne et à compromettre sa réputation de



parti honnête, sérieux et populiste en assumant les conséquences de la catastrophique gestion du « parti de la majorité relative ».

Enfin le P.C.I. sait, si l'on en croit Annie Kriegel (1), que l'alternative qu'il offre à l'opinion italienne est vécue par celle-ci non comme une accession des communistes au pouvoir limitée et réversible mais comme « celle d'un renversement global et irréversible du système ». Il redoute donc des réactions putschistes de l'armée et une fuite systématique des capitaux à l'étranger. Tout ceci l'amène à prôner le « compromis historique » avec la Démocratie Chrétienne voire un gouvernement d'union nationale ouvert à tous les partis sauf le M.S.I. Mais la Démocratie Chrétienne n'en veut pas. Alors que faire ? Relancer le centre gauche ? (D.C., P.S.I., Sociaux démocrates, républicains). Cette solution a eu largement le temps depuis treize ans qu'elle est appliquée de se démonétiser. Peut-être sera-t-elle reconduite transitoirement (sous un autre nom) mais dans un climat de crise et d'anarchie extraordinaire.

Reste alors la solution d'un gouvernement minoritaire socialiste

appuyé de l'extérieur par les deux grands partis. Le P.S.I. en rêve pour pouvoir placer un peu plus de clients électoraux dans les rouages de l'Etat. P.C.I. et Démocratie Chrétienne seraient eux ravis de laisser aux socialistes le soin d'essuyer les platres. Inutile de dire qu'un tel gouvernement aurait à

affronter des multiples coups-fourrés qu'en coulisse lui prépareraient les autres partis désireux de lui laisser le rôle de kamikaze mais acharnés à limiter au maximum son emprise sur l'appareil d'Etat. Faisons confiance entre autres aux seides de la Démocratie Chrétienne embusqués dans les milliers d'instituts étatiques, paraétatiques et fromagers qui ont pullulé depuis trente ans.

Bref la République parlementaire italienne devient totalement ingouvernable. Les transalpins, du coup, se tournent vers la France et nous envient nos institutions. Il y aurait là pour notre pays un jeu diplomatique à jouer et un modèle à proposer... à condition que le régime ne nous ramène pas à toute allure, comme il le fait actuellement, à la IV<sup>e</sup> République.

Faute du recours à un homme providentiel — expédient au demeurant fallacieux — et du fait de l'effacement du prétendant au trône, exilé et ignoré des Italiens, le malgoverno risque de se survivre à lui-même pendant fort longtemps. Souhaitons que les Italiens mettent cet état de chose à profit pour méditer sur l'imposture universelle du régime des partis.

Arnaud FABRE

(1) Le Point du 21 juin 1976.

## le p.c. contre l'u.r.s.s. ?

Nous avons toujours soutenu dans ce journal que le totalitarisme communiste ne pourrait que déboucher sur une société de consommation au rabais agrémentée du Goulag. Nous sommes heureux de constater qu'une voix éminente vient de se joindre à nous.

Dans une revue connue, on peut lire ceci à propos de l'U.R.S.S. :

« Les prix de détail sont stables, mais pour des articles identiques. Les occasions de grandes dépenses se multiplient et le degré de satisfaction des besoins ne s'améliore pas toujours. Les disponibilités financières aidant, la présence en nombre encore réduit de services ou d'objets meilleurs ou nouveaux encourage les trafics, voire la corruption »

Et, impitoyable, l'auteur décrit ensuite les travaux du XXV<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. dominés par un conformisme pesant, l'éloge excessif et rituel de Brejnev, le refus de discuter des problèmes de fond. Il s'indigne de la gérontocra-

tie qui domine le Bureau Politique du Parti. Enfin, il dénonce la façon laudative dont la presse soviétique a célébré la naissance de Jdanov.

La revue en question n'est autre que « La nouvelle critique » organe doctrinal du P.C.F., et l'article est signé de son directeur, Francis Cohen. Si l'on en croit Harris et Sédouy dans leur « Voyage à l'intérieur du Parti Communiste », il y a seulement deux ans, Francis Cohen braillait comme un putois dès que l'on touchait à l'U.R.S.S. Autrement dit, Marchais a engagé tout le parti — vieux staliniens en tête — dans l'opération de dérus-sification et de « libéralisation ».

Il reste à savoir si le P.C.F. ne risque pas à ce jeu de perdre son noyau dur et fanatique sans pour autant rassurer les non-communistes. Privé de modèle et de stratégie globale de rechange, le P.C.F. est bel et bien entré dans son « déclin historique », comme dirait l'autre.

Michel TOURON.



par  
gérard  
leclerc

## sociologue du vivant

Jean Duvignaud est un de ces sociologues qui font partie de « *ma paroisse* ». Avec Jacques Ellul, Edgar Morin, Georges Friedmann. Probablement parce qu'il est aussi philosophe, certainement parce que ce qui le fascine n'est pas tant sa science (les trop fameuses sciences humaines !) que l'humanité toujours mystérieuse en son langage, ses rites, ses fêtes, ses traditions, ses mutations. Son dernier livre m'a ravi ; anthropologie de lui-même, depuis ses racines (La Rochelle, le bocage vendéen), jusqu'aux derniers développements de ses recherches actuelles (on se souvient de *La Planète des jeunes* dont il fut question dans ce journal), c'est aussi un témoignage sur notre temps puisque *la vie individuelle est un « miroir qu'on promène le long des chemins »*.

Laissons l'enfance, les années d'apprentissage, la guerre, non sans quelques regrets pour retrouver Duvignaud là où la presque totalité des intellectuels français se retrouvèrent après la libération : le Parti ! On ne se lasse pas d'y revenir pour comprendre. On a déjà lu tous les témoignages, mais celui-là ne nous importune pas, il creuse encore plus profond. Il dévoile un peu mieux le secret qui n'est rien moins que l'absolu. Quelques brèves années, l'absolu dans l'histoire ne fut pas rejeté comme impensable. Il était déjà là au travail dans le grand système stalinien, avec son universalité, sa force, sa brutalité (mais c'était son côté nécessairement tragique, sacrificiel, sans quoi il n'y aurait pas eu de monde nouveau possible). Les hommes qui assument la révolution sont possédés du feu de Zeus. *Quelque chose d'infini parle en nous*. Par la médiation du Parti est accomplie la réconciliation mystique de l'obscur labeur militant et du mouvement d'accomplissement de l'histoire.

Plus que toute démonstration rationnelle, l'anecdote rapportée par Duvignaud sur une éviction de militant d'une cellule, est significative de la religion du Parti. D'autant plus que c'est lui Duvignaud qui procède au « *vidage* », qu'il se sent beaucoup plus proche

de l'exclu que des dirigeants qui lui ont passé la consigne, qu'il connaît parfaitement les conséquences de son acte : « *l'exclusion dans ce quartier, à cette époque, ça veut dire qu'il n'aura plus de crédit chez l'épicier. La fin des copains. Il lui faudra sans doute déménager...* ».

Ça ne pouvait durer. Bientôt l'absolu serait en miettes. Et tous ces intellectuels, mis au chômage par l'histoire, se retrouveraient dans leur solitude face à leur œuvre possible.

### CHEBIKA

On retiendra sûrement du livre de Duvignaud la série de portraits des intellectuels parisiens, l'inévitable Aragon. Mais Morin, Roy et d'autres en ont déjà surabondamment parlé. Gardons pourtant la vision d'Eluard sur sa fin avec son langage plein, parlé de tout son corps (« *je n'ai rencontré ce poids d'être que chez Claudel* »). C'est au milieu du petit monde qu'Aragon supervise tout en le haïssant. « *Que faites-vous avec ces imbéciles ?* » souffle-t-il un jour à l'auteur.

Il y a beaucoup plus passionnant, il y a Chébika, village d'un autre monde, dans une Tunisie inviolée. « *Je n'allais pas à Chébika pour démontrer une théorie élaborée dans l'Université et le « ghetto » des intellectuels. J'y allais comme on va chercher de l'eau à la fontaine* ». Ce n'est donc pas avant tout pour mettre en forme les structures de la parenté que l'ethnologue, cinq ans durant, va enquêter dans le village, mais pour rencontrer une communauté, se mettre à l'écoute de son langage, avec un infini respect. Respect compris des habitants qui enfin reconnus, s'expriment, se livrent sans détour : « *J'ai fait ici l'option que les cellules que l'on appelle « traditionnelles », en leur échelle microsociologique, sont des foyers de dynamisme endormi ou caché, mais toujours vivant. La tradition loin d'être un obstacle au changement, se nourrit de novations — encore faut-il que le changement n'apparaisse pas comme une importation étrangère et menaçante* ».

L'analyse structurale sera de peu de secours dans cette recherche. Il faut retenir au passage la dure contestation, décisive à mon sens qu'en fait Duvignaud : « *Tout se passe comme si l'on demandait au formalisme de remplacer la puissance militaire ou économique, comme s'il s'agissait d'un transfert magique permettant de récupérer par l'identité abstraite ce qu'on a perdu par la force* ». Pour comprendre Chébika, la vieille sociologie durkheimienne sera aussi impuissante. Ni institution, ni forme pure, la force de vie du village réside dans son noyau mystique, là où git une attente infinie et patiente : *foyer de l'ancestralité, mais vivante, gardienne de tombeaux où les morts incitent les vivants à poursuivre la route*.

Miracle ! L'attention de l'hôte réveille la puissance dormante. Le langage perdu de la communauté se ressaisit. Imaginons un village de l'Ardèche où brusquement se réveillerait le monde perdu des songes, le prodigieux pouvoir créateur de chansons populaires assoupi depuis un demi siècle. Mais serait-ce possible, alors que la civilisation industrielle est maîtresse ? Sera-ce possible d'ici peu à Chébika ? A Chébika où le voyageur a cotoyé l'ombre de Rima, la jeune fille fascinée par la ville, dont les gens disent que les scorpions l'ont mangée. Une autre vie l'a attirée, découverte dans les livres : « *Rima ne s'appartient plus. Elle n'appartient plus au village. Elle Chébika ? A Chébika où le voyageur a cotoyé*

*est hérétique et disparaît comme les hérétiques sans laisser de trace* ». Rima, figure de la tragédie, de la rupture historique qu'elle préfigure en brisant l'ordre des lois...

### LA FÊTE...

Pourtant, il n'est pas dit que cette étrange Antigone ait brisé les lois pour se rallier à celles de notre civilisation. S'est-elle jamais séparé du noyau mystique, de la parole des morts ? Rien n'est moins sûr. La société industrielle est hors de la tradition, non parce qu'elle a inventé d'autres formes de la vie sociale, mais parce qu'elle a saccagé certaines sources où les communautés puisaient pour vivre habituellement, éventuellement pour se renouveler. S'il en était autrement, impossible de comprendre pourquoi la fête est étrangère à notre société.

Duvignaud montre parfaitement comment ces sources ont été détruites par le capitalisme, lorsque l'occident a tourné le dos à l'exubérance baroque : « *La mainmise par les accumulateurs de biens, protestants ou catholiques, sur le pouvoir et sur l'économie a brisé le mouvement : le produit du travail et de la richesse ne servent plus à la jouissance ni à ces cadeaux mystiques — apparemment inutiles — faits à un dieu invisible, mais que l'on tente magiquement de maintenir sur terre par l'image, la sculpture, le théâtre, la musique. Ils vont devenir le capital abstrait, composer la richesse invisible du monde désacralisé par le travail* ». Mais il faudrait citer entièrement cette magnifique page : « *La bourgeoisie n'a jamais eu de conception du monde : elle s'est emparée du mythe chevaleresque déjà pourri des mains d'une aristocratie moribonde afin de se faire « reconnaître » ou bien elle a inventé cette morale sinistre de l'épargne et du travail qu'on trouve chez Diderot ou chez Franklin* ». Le socialiste n'a fait qu'emboîter le pas, parfois d'ailleurs en aggravant la tristesse et la morbidité. Alors qu'il fallait faire l'inverse, revenir à ce talisme : *Cette exubérance de volupté et de qu'avait été notre civilisation avant le capitoie que fut le monde baroque, la jouissance réelle et matérielle de ce que l'homme peut tirer du monde et même de Dieu !*

Malgré ce qui peut me séparer de Duvignaud, j'acquiesce sans réserve à cette analyse et au vœu qui la porte. Il m'est déjà arriver d'en appeler ici aux Feux de la Saint-Jean. C'est que l'essence de la fête est subversive (du côté de la forte et juste subversion). Elle est ouverture, brèche vers un monde beaucoup plus réel que celui des fausses valeurs de la société d'usure, de l'impossible puritanisme. Il faut lire à ce propos les pages de Pierre Boutang dans son *William Blake* sur la fête. L'accroissement de la production et du travail des hommes est « *un cercle sans ultime espérance ; homme je suis pris au piège de vivre. En revanche dans la fête, dans cette agonie qui la précède et la prépare, l'œuvre, le produit de l'industrie humaine sont réunis et « consommés » avant d'être « consumés* ». Il n'est jusqu'aux feux d'artifice qui ne traduisent la vocation de soudaine plénitude dans la destruction et pour elle ». Ainsi s'opère une transmutation où le travail ne sera pas annulé : « *Il y aura encore travail et désir, mais le travail neuf, pour qui participe de la fête n'est plus ennui cyclique, ni torture : la pain qu'il fallait gagner, par l'effet de la faute, est devenu le pain du dernier sacrifice, le support de la joie* ».

Gérard LECLERC

Jean Duvignaud : *Le ça perché*. Ed. Stock.

# le logement social en france

NICE, 9 juin. Malgré la chaleur lourde, accablante même, qui pèse sur la ville, peu nombreux sont les délégués du 37<sup>e</sup> congrès de l'Union Nationale des H.L.M. qui ont cédé aux tentations de la plage proche. Non, le congrès ne s'amuse pas, et les quelques 1.800 représentants des 1.200 organismes qui composent le mouvement H.L.M. ne cherchent pas à cacher leur inquiétude quant à l'avenir de leur action.

Inquiétude qui transparait sans équivoque au travers des propos tenus dans son discours d'ouverture par M. Robert Lion, délégué général du mouvement, lorsqu'il déclare entre autre : « Comment ne pas dire à ces Ministres bien intentionnés qui annoncent des H.L.M. plus grandes pour les familles nombreuses, ou des cuisines plus vastes (...) que nous, qui devrions être les artisans de ces promesses, sommes hors d'état de leur donner corps ? Comment ne pas déplorer qu'à parler beaucoup de l'accession, on paraisse oublier l'essentiel qui est que la France ne construit plus de logements sociaux ? »

Cela signifierait-il que les besoins en ce domaine sont en passe d'être satisfaits ? Quelques chiffres suffiront pour dissiper les illusions.

En France, 45 % des logements ont été construits de 1871 à 1948, 39 % n'ont ni W.C., ni eau courante intérieurs. 3.929.000 ménages vivent en état de surpeuplement et le 20 février 1975, M. Galley, le ministre des marines de luxe de Bormes-les-Mimosas, déclarait : « Il reste dans notre pays, 16 millions de mal logés ».

Devant un tel constat d'échec, devant l'avenir si sombre qui se dessinait pour le logement social en France, l'Union Nationale des H.L.M. mettait en chantier puis publiait, il y a quelques mois, un remarquable livre blanc : « Propositions pour l'habitat », qui, pour une fois, « faisait entendre la voix

des habitants, plutôt que celle des experts ou des professionnels qui dominant en général dans les commissions constituées par les pouvoirs publics ». L'intérêt de cet ouvrage est si évident que nous n'avons pas hésité à y puiser l'essentiel des lignes qui vont suivre. Malheureusement, elles traduiront bien mal l'intérêt exceptionnel de ce travail. Que ces quelques paragraphes puissent au moins contribuer à sa diffusion (1).

## L'HABITAT : UNE CRISE ARTISANALE

Parler de crise — qui, selon le Larousse, est un « manque de quelque chose d'essentiel sur une vaste échelle » — n'est pas exagéré. C'est en effet, toute la « France pauvre », au moment où certaines inégalités sociales intolérables commencent à s'estomper qui voit, en ce moment, se creuser un écart toujours plus grand par rapport aux milieux les plus favorisés : 14 % des patrons ou cadres supérieurs vivent en état de surpeuplement, contre 50 % en ce qui concerne les ouvriers. Par ailleurs, ces entassements démographiques se font dans de véritables ghettos extérieurs à la cité.

Le « droit à la ville » n'est trop souvent qu'une illusion. On connaît le schéma classique d'urbanisation : au centre des agglomérations, les beaux immeubles cosus, autour de ce noyau central, les constructions de standing,

elles-mêmes entourées par les Z.U.P. où poussent, sans grâce, les H.L.M. Enfin, à l'extrême limite de ces nébuleuses se dressent « les quartiers assignés au sous-prolétariat, P.L.R., P.L.S. cités d'urgence ou de transit pour ne pas dire « les bidonvilles ».

Ainsi, selon une formule saisissante du « Livre blanc », « on n'lit plus domicile, on est assigné à résidence ».

Non réglé au niveau global, le problème du logement ne l'est pas davantage au niveau individuel et l'obtention souvent trop attendue de « l'attribution » ouvre très vite de belles désillusions, sitôt aménagé le logement tant désiré.

## UNE SEGREGATION ORGANISEE

A cette ségrégation démographique et géographique se combine une ségrégation liée à la fortune. Le « droit au logement » reste une chimère pour beaucoup. Si de longs et beaux discours sont prononcés sur la nécessité de réserver les aides de l'Etat aux plus démunis, augmenter la proportion des H.L.M. dans les quartiers rénovés, assurer des priorités aux mal logés..., les résultats sont là qui démontrent l' inanité de tels propos. C'est ainsi que si le VI<sup>e</sup> Plan a été plus que réalisé dans les secteurs des constructions les moins sociaux, il accuse un déficit de 110.000 logements dans le secteur dit « économique et social ».

Si l'on se réfère à une enquête SOFRES, menée en automne 1973, 81 % des personnes interrogées estiment que la situation générale de leur logement leur paraît peu satisfaisante : ils ont été, d'une façon générale, construits à l'économie avec, pour conséquence immédiate et de moins en moins



tolérée, un « territoire » habitable exigü (surface moyenne du logement en France : 68 m<sup>2</sup> contre 91,5 m<sup>2</sup> en Belgique et 115,5 m<sup>2</sup> au Danemark). Et selon MM. Michel Albert et Jean Ferniot dans leur ouvrage « Les vaches maigres » : « Cette minimisation de l'espace habitable réprime tous ceux des besoins humains qui ne se réduisent pas à la simple satisfaction de processus biologiques liés à la reconstitution quotidienne des forces physiques ».

Le bruit est un autre élément d'insatisfaction trop connu pour qu'il soit utile d'insister sur les effets désastreux de ce phénomène qui touche à toute une partie d'intimité familiale pourtant absolument indispensable à l'équilibre social.

## UN AVENIR HYPOTHEQUE

Après avoir créé l'insatisfaction immédiate de millions de Français au plan individuel, cet habitat hypothèque également l'avenir. Il représente, en effet, une composante lourde de la société et actuellement se construisent les immeubles du XXI<sup>e</sup> siècle. Or, comment les deux ou trois générations futures, dans une époque où l'habitat aura une importance accrue, car le temps libre sera lui-même plus important, se satisfairont-elles des « taudis neufs » qui s'élèvent depuis une vingtaine d'années ? Il faut bien réaliser qu'un Français sur trois en l'an 2000 habitera un logement construit entre 1950 et 1975. Autant dire que par une politique à courte vue en ce domaine, des millions de Français à venir seront condamnés à l'insatisfaction à cause d'un habitat trop souvent étrié, rigide, uniforme et de qualité douteuse. Et c'est ainsi que se fabriquent les ghettos de demain. Comment, dans ces conditions, une société plus homo-





gène s'accommodera-t-elle d'un cadre de vie aussi outrageusement inégalitaire ? Réponse : ou la révolte humaine brisera tout ou, plus probablement, la démolition de millions de logements sera inévitable, et nous assisterons alors à un des plus prodigieux gaspillages de la société dite moderne, de la société de consommation.

#### LOGEMENT ET PROFIT

C'est un véritable truisme que d'affirmer que la société et l'économie françaises sont dominées par la notion de profit et qu'il y a incompatibilité avec certains choix sociaux. Albin Chalandon, dont on ne peut nier qu'il soit un excellent « *connaisseur* » des avantages de la société libérale écrivait dans « *Le Monde* » du 24 janvier 1975 : « *Les préoccupations sociales, humaines, culturelles et tout ce qui est exigé au nom de la qualité de la vie ne cadrent pas forcément avec la recherche de la rentabilité et du profit, un nombre croissant d'activités allant du logement aux équipements collectifs ne peuvent être assumées par le marché* ».

En conséquence de quoi, l'urbanisation et la construction servent le développement industriel avant d'être perçues comme des instruments de la construction d'une société urbaine que l'on se proposerait de faire juste et harmonieuse. Et ainsi, dans la légalité la plus parfaite, le marché foncier détruit l'équilibre urbain, car dans la logique d'un système fondé sur l'offre et la demande, il est « *normal* » que certains sites soient réservés à ceux qui peuvent en payer le meilleur prix. Toujours dans cette diabolique logique, l'habitat est traité comme une simple marchandise. La promotion privée tend à satisfaire la clientèle fortunée et épouse obligatoirement les tendances du marché.

Il en résulte que la construction étant en grande partie alimentée par des capitaux privés, ceux-ci vont vers les placements rentables. Et c'est ainsi qu'à Paris, par exemple 60 % des logements récents non H.L.M. sont des chambres isolées, des studios ou des deux pièces ; ce type de logement constituant un placement « *à rendement élevé et à haute valorisation* ». Comment, dans de pareilles conditions, concevoir une politique familiale qui aille au-delà du sinistre avortement, car ceci explique cela.

Pas plus qu'au plan de la quantité, l'application des seules lois du marché ne favorise la qualité des logements. La publicité qui fait « *mousser* » le décor passe généralement sous silence l'envers du décor, c'est-à-dire cette face cachée de la qualité qui constitue pourtant l'essentiel : l'isolation acoustique, le rendement thermique, le coût d'exploitation, la durabilité des équipements, la commodité d'entretien... Tout ce qui correspond aux notions de coût global et de valeur d'usage, tout ce qui s'éprouve seulement en vivant dans le logement et que nous appellerons la qualité vraie est absent des arguments de vente comme des critères de décision.

#### DEMESURE ET CARENCE DE L'ETAT

Parce que le consommateur se trouve ainsi désarmé pour l'apprécier, la qualité vraie ne connaît pas la sanction commerciale. Face à une telle inadaptation de l'urbanisme et de l'habitat aux lois du marché, il faut à nouveau constater la carence de l'Etat qui, par ses structures administratives inadéquates et ses conceptions « *libérales* » en matière économique, ne peut pas corriger fondamentalement les

conséquences d'un tel état de chose.

Cela tient, en premier lieu, à la centralisation qui fait remonter la plupart des dossiers vers les bureaux parisiens (une opération touche de 10 à 15 services différents). Il en résulte un grand défaut de cohérence et une rigidité du système contre lesquels ne peuvent lutter les élus locaux ; ceux-ci ressentent cependant combien l'urbanisation pourrait être plus rationnelle et les aspirations des citoyens mieux entendues, s'ils prenaient eux-mêmes en mains le développement de leurs villes. C'est le combat inégal et épuisant au niveau du problème fondamental de l'organisation de la cité entre la faiblesse des collectivités locales et la puissance de l'Etat.

En ce qui concerne le marché, l'Etat essaie parfois de faire ce que ce dernier ne fait pas ou fait mal, mais pour l'essentiel il se borne à essayer de l'encadrer bien légèrement, il ne le contrarie pas, il s'en remet ouvertement à lui pour conduire de larges pans de l'urbanisation. En définitive, l'Etat entend bien ce langage financier qui conduit à négocier après avoir cherché à rentabiliser au mieux un prêt de trésorerie ou une subvention. On fait donc en France un urbanisme « *comptable* » et c'est ainsi que l'intervention publique pèse dans le même sens que le marché pour donner aux critères économiques et financiers

une position dominante dans l'urbanisation. Comment alors intégrer le logement social dans un tel système ? les illusions se dissipent, les beaux discours s'estompent, les résultats sont là, et je renvoie aux chiffres cités ci-dessus concernant les résultats du VI<sup>e</sup> Plan en ce domaine.

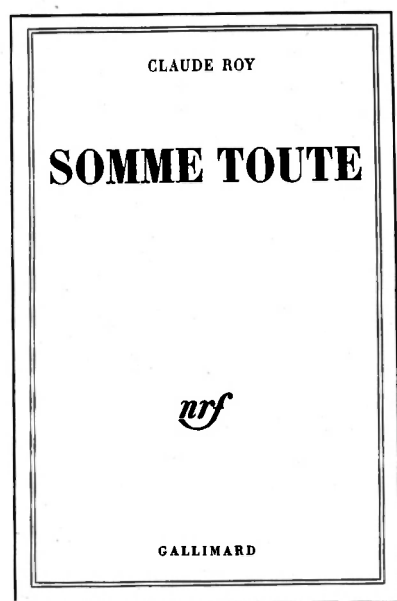
Triste bilan, même si parmi les réalisations de certains offices d'H.L.M. se trouvent d'incontestables réussites dues surtout à la pugnacité de certains dirigeants locaux aidés par le bon goût de quelques hommes de l'art. L'échec est si visible que même le gouvernement d'une V<sup>e</sup> République, dont l'histoire a si souvent défrayé la chronique pour ses scandales immobiliers, commence à se préoccuper des problèmes. Une nouvelle politique dans le domaine de l'habitat doit être définie durant l'été par le gouvernement. C'est pour cette raison qu'il ne nous a pas semblé utile d'aborder aujourd'hui les solutions proposées par le livre blanc, ni d'analyser les suggestions formulées dans le cadre du rapport Barre et de la mission Nora spécialement orientée sur la réhabilitation de l'habitat ancien. A la rentrée, nous reviendrons sur le problème à la lumière des développements attendus prochainement.

Michel FONTAURELLE.

(1) Propositions pour l'habitat (2 vol.) : Union Nationale du H.L.M. Service Informations-publications, 2, rue Lord-Byron, 75008 Paris.



lire



## le pénitent claude roy

• Un ouvrage passionnant par ses portraits et son analyse du P.C. lorsque celui-ci était stalinien.

« La reine claude me constipe Claude Roy me fait ch... ». C'est en ces termes de corps de garde que Céline exprimait l'agacement que lui inspirait l'auteur de « La Chine dans un miroir ».

Reconnaissons que cet agacement est parfois justifié. Ainsi, Claude Roy, dans le troisième tome de ses mémoires intitulé « Somme toute », laisse trop souvent apparaître son côté dandy et esthète. La façon dont il jongle avec la vie et la mort, montre son désabusement de vieux sceptique pour qui tout est psychodrame et jeu de bateleur. Et ce n'est guère plaisant. Cette désinvolture devient même franchement odieuse quand il traite de sujets comme le drame algérien. Enfin j'avoue avoir fort peu goûté l'obscur clarté qui tombe des poèmes clôturant chaque chapitre du livre.

Ces réserves faites, « Somme toute » est un ouvrage passionnant. Claude Roy a un véritable génie du portrait. Il n'a pas son pareil pour nous décrire le colonel Boumedienne « mélange étouffé de guerrier Almoravide cantonné au serail, de politicien d'état-major et de fanatique feutré » ou François Mauriac « ce vieux gentilhomme frileux à l'œil en amande noire ».

Mais, l'analyse psychologique la plus fine concerne Aragon, dont il fut l'intime jusqu'à son exclusion du P.C. (1957) et avec lequel il se réconcilia en 1970. Orfèvre en la matière, Claude Roy décrit impitoyablement le cabotinage de l'ancien directeur des « Lettres Françaises ». Celui-ci avait l'art d'étaler, devant ses amis, tout le déchirement intérieur que lui faisaient subir les crimes de Staline et le pesant et stupide conformisme des apparatchikis du P.C.F. Mais c'était pour mieux tenir ses interlocuteurs, troublés par la déstalinisation, de quitter le Parti.

Jusqu'au jour où Aragon tel ce tragédien mis en scène par Corneille se prit au jeu qu'il jouait. Il semble bien qu'après le second coup de Prague, en 1968, Aragon ait perdu une partie de sa foi en la religion communiste. En tout cas, il apparaît comme probable qu'il joua, à partir de ce moment, un rôle décisif dans l'amorce du lent processus d'évolution du P.C.F. Ce qui lui valut la mise à l'index par les soviétiques et la mort des « Lettres françaises » dont un pourcentage important d'abonnés se trouvait en U.R.S.S.

Le communisme et les pays de l'Est sont d'ailleurs omniprésents

dans « Somme toute ». Après Dominique Desanti, Claude Roy apporte un nouveau témoignage sur le terrible choc que furent pour les intellectuels communistes le rapport Khrouchtchev condamnant le stalinisme et le soulèvement hongrois de 1956. Face à cette crise de conscience, un Thorez opposait une bonhomie pateline, une onction de chanoine défroqué apte à noyer les problèmes dans les flots de la dialectique. Bonhomie et onction qui se muaient vite en une féroce volonté de puissance de bureaucrate qui n'existe que pour et surtout par l'appareil stalinien.

Le pénitent Claude Roy ayant eu décidément beaucoup de mal à réciter son acte de contrition communiste, les foudres du Parti

ne tardèrent pas à s'abattre sur lui. L'archange Gabriel de service, chargé d'obtenir l'exclusion de Roy par sa cellule, était un jeune permanent en pleine ascension dans la hiérarchie : « Il tonne, persifle et plaisante : Allons, allons camarade Roy, le Parti comme l'a rappelé notre camarade Maurice Thorez, ce n'est pas un club de discussion ». Et comme Roy lui objecte les millions d'innocents déportés ou exécutés en U.R.S.S., le permanent tonitruait que l'on en a pas arrêtés et fusillés assez. Le nom de ce permanent ? Georges Marchais. Vingt ans plus tard, c'est au tour de Marchais (et du P.C.F.) de faire figure d'anabaptistes du communisme !

Paul MAISONBLANCHE.

## “ histoire égoïste ”

Jacques Laurent. Encore un ancien de l'« Action française », comme Claude Roy.

Mais avec un destin politique tout différent, qui fit de lui le chef de file de la « droite littéraire » et l'entraîna dans le camp des défenseurs de l'Algérie française. Et puis toute une réputation d'écrivain léger, de polémiste d'extrême droite, de « hussard » fantasque et noctambule...

Malgré (ou à cause ?) de son succès littéraire, en dépit d'un récent prix Goncourt, Jacques Laurent n'a pas bonne presse. Même à la N.A.F. qui avait pourtant, lors de sa fondation, un préjugé favorable à l'égard de ce disciple avoué de Maurras et de Bainville. Mais voilà : Jacques Laurent est fanatiquement hostile au Comte de Paris, comme ses amis de La Table Ronde qui ont publié en 1965 un pamphlet haineux contre le Prince et, tout récemment encore, un livre calomnieux sur son rôle à Alger pendant la guerre. Ce qui ne m'empêche pas de dire que le livre de Jacques Laurent (1) est remarquable :

— D'abord parce qu'il nous redonne l'air du temps, si difficile à respirer quand on n'a pas vécu l'époque considérée : par exemple la France inquiète et divisée des dernières années de l'avant-guerre avec son intelligentsia, déjà marxisante ou fascinée par le « charme fasciste » (dont l'Action française préserva Jacques Laurent mais qui attirait tant Emmanuel Mounier), ou encore recherchant dans le non-conformisme une voie nouvelle et révolutionnaire, par-delà le capitalisme et le collectivisme.

— Ensuite parce qu'il est parfaitement équilibré dans ses jugements politiques, surtout lorsqu'il s'agit de questions encore dou-

loureuses pour chacun des deux camps. Ainsi Vichy et sa « Révolution nationale » : Jacques Laurent sait faire la part des influences idéologiques (plus personnalistes et technocratiques que maurrassiennes), sait expliquer ce que Pétain pouvait représenter pour un Français de 1940, et aussi l'archaïsme politique de la caste au pouvoir. Ainsi le combat pour l'Algérie française, où l'on pensait retrouver un écho à peine atténué des passions anciennes : au contraire, le temps qui passe semble avoir rapproché les points de vue, cautérisé les blessures. Comme le montre Jacques Laurent, Jean Brune et Louis Massignon, chacun dans leur camp, ne poursuivaient-ils pas le même rêve d'une « fusion de l'Islam avec la Chrétienté » ? Et l'auteur d'exposer — à la suite de Maurras — les illusions de la politique d'intégration... avant d'analyser les dures déconvenues de la décolonisation.

Il faudrait encore évoquer le procès intenté à de Gaulle — que Laurent ne cesse de poursuivre d'une haine étonnante —, la polémique avec Sartre, l'aventure de La Parisienne, l'amitié de Laurent pour Stendhal... Trop de sujets pour un petit article sur le livre d'un bon écrivain.

Un écrivain d'extrême droite ? Peut-être par ses amitiés, par ses solidarités instinctives. Mais pas dans sa manière d'être et de penser, qui montre Jacques Laurent fidèle au non-conformisme de sa jeunesse, du temps où il collaborait à l'Insurgé.

Yves LANDEVENNEC

(1) Jacques Laurent : Histoire égoïste (La Table Ronde).



# 1919 ~ 1939 : les derniers royalistes ?

• Entre les deux guerres mondiales l'A.F. fut victime des clivages politiques et sociaux auxquels elle ne sut pas échapper.

Les historiens ont coutume de clore le XIX<sup>e</sup> siècle par la guerre de 1914. Il est évident, en effet, que le monde change profondément autour de ces années, tant sur les plans international et scientifique, que social, économique et politique.

En France, après 1920, la vie politique systématise ses clivages. Désormais, Droite et Gauche sont attachées à des publics idéo- et sociologiques déterminés ; désormais, socialisme et capitalisme s'affrontent avec âpreté.

## L'ACTION FRANÇAISE

La guerre a aussi marqué l'évolution du mouvement royaliste. En particulier, l'Action française a obtenu sa place dans l'Ordre républicain, eu égard à son combat en faveur de l'Union sacrée. Et, parce qu'elle est la plus forte, la plus structurée et la plus mordante, l'A.F. est considérée comme l'incarnation du mouvement royaliste, désormais enfermé à Droite.

Son rôle d'avant-garde s'est quelque peu émoussé depuis l'avant-guerre. Il faut peser l'hécatombe de la Grande Guerre à la lumière des espoirs qu'elle a déçus. Toute une jeunesse — même si des départs et des scissions l'avaient déjà peu ou prou éloignée de Maurras — avait disparu, emportant avec elle la relève que l'Action française aurait naturellement dû connaître.

Public et stratégie se renouvellent et se précisent. La campagne pour les anciens combattants, les tentatives parlementaires, l'absolu de la politique étrangère, une réflexion sociale encore imperméable aux problèmes posés par la grande industrie et au nouveau syndicalisme..., toute sa pratique politique marque une nouvelle ère pour l'A.F.

C'est naturel pour un mouvement que de se mouvoir... Et la seule critique possible concernerait l'adéquation de ces changements par rapport au but : la monarchie.

Par exemple, la naissance d'une sorte « d'histoire sainte » du mouvement, n'est pas sans poser de problèmes. On se réfère, encore

avant tout aux combats fondateurs, on vit dans la terreur des complots, on scissionne, on exclut et l'ombre de Dreyfus cimente la propagande dans son ensemble.

Quand des études scientifiques auront été sérieusement effectuées, on distinguera peut-être Maurras de l'Action française, Maurras qui sent parfois, plus ou moins confusément, l'ambiguïté de certaines amitiés ou alliances. N'est-ce pas ce qui ressort de la politique d'édition ou de réédition, quand Maurras lutte à la fois contre les légitimistes, les fascistes, les synarchistes et les intégristes ? La Monarchie n'est pas réductible à la Droite ni à la bourgeoisie...

Oh, certes ! On peut parfaitement venir à la monarchie par d'autres voies que les siennes. Mais on ne saurait utiliser Maurras sans épouser, ou en reniant la clef de voûte, qui est aussi la base de son action : sa méthode. Maurras est royaliste, sans recours au droit divin, sans choisir son Roi...

## LE ROI

C'est bien l'ambiguïté de l'Action française — et peut-être davantage de son public que de ses chefs —, que redoute le nouveau prétendant, Jean III, duc de Guise.

Dès son avènement, et juste après la condamnation par l'Eglise (1), le Prince affirme que « dans l'incessante et violente lutte des partis — sans doute inhérente au régime, mais que je déplore — l'Action française agit en toute liberté, sous sa seule responsabilité ».

Le Prince est toujours en exil. L'Action française est aculée à prendre parti dans le Système, au risque de compromettre la Monarchie.

Pour retrouver la sève créative et novatrice de la « première » Action française, le Prince crée un chambre de réflexion et d'enquête sur le monde moderne. Questions du jour devient en 1934 : Courrier Royal, sous-titré : Organe officiel de propagande et de liaison de la Maison de France.

On sait que le public était, en



très grande majorité, commun au Courrier Royal et à l'Action française, d'autant que l'Index catholique gênait la diffusion de cette dernière.

Et pourtant la crise éclate, fin 1937. Rupture ? Non pas ; mais plutôt constat d'indépendance, révision du contrat de 1910. Car jamais le duc de Guise ne demande la suppression de l'Action française. Simplement, il montre que cette dernière n'épuise pas le royalisme, et même qu'elle n'est peut-être pas le meilleur moyen pour accréditer la Monarchie dans la France de 1937.

Les raisons implicites de la crise concernent l'attitude de l'A.F. en février 1934, ou le style violent de sa propagande ; ce sont également les querelles de personnes qu'affectionne l'Action française, ou bien l'habitude de mener le royalisme sans plus se référer du tout aux Princes (le Roi redevenu l'alibi).

## MAURRAS JACOBIN ?

Les raisons explicites tiennent au procès du nationalisme, conçu comme seule voie d'accès à la Monarchie. Or, s'il est faux de dénoncer un jacobin en Maurras, force est de constater que la filiation jacobine de tout nationalisme tend toujours à ressortir un jour ou l'autre.

Si Maurras a toujours reconnu la nation comme une médiation (et cela seulement) au service de la communauté humaine, en était-il de même pour l'ensemble du mouvement, en ces temps où floris-

saient les dictatures nationalistes à l'entour de notre pays ?

Contre le sentiment de Maurras lui-même, la pensée maurassienne devient dans le public, césarienne sur le plan de l'Etat, étriquée sur le plan social et durcie quant à la nation. Combien voyaient alors en Maurras le théoricien d'une dictature française qui ferait « échec au bolchevisme » !...

Et puis les raisons explicites sont aussi l'échec du contrat de 1910. Non pas que Philippe VIII eut tort de croire à l'A.F. en 1910 ; mais le contrat aurait dû faire le constant objet de surveillance ou de modifications au gré des évolutions de la France, de l'Action française et des Princes.

Le duc de Guise a confié la propagande royaliste à son fils, le comte de Paris, dès 1931. Et aucun mouvement royaliste ne peut échapper à cette réalité : « seule la maison de France, dont je suis le chef, est dépositaire de la doctrine royale. Elle seule est qualifiée pour définir ce que sera la monarchie de demain » (2).

Est-ce à dire qu'il faille substituer à la tutelle des royalistes sur le Prince, la tutelle du Prince sur les royalistes ? Nous verrons la prochaine fois que l'innovation du Comte de Paris remet en selle le vrai royalisme, et inaugure les principes d'un mouvement et d'une action royalistes pour notre temps.

Ph. VIMEUX

(1) Levée en 1939.  
(2) Duc de Guise, novembre 1937.

## images

### la vérité est-elle toujours révolutionnaire ?

Le dernier film de Francesco Rosi s'inscrit dans la lignée de ses grandes œuvres précédentes, qu'il s'agisse de **Salvatore Giuliano**, de **main basse sur la ville**, ou du plus récent, **l'affaire Mattéi**. Toutefois, avec **Cadavres exquis**, nous ne devons pas perdre de vue, plus précisément en toile de fond le contexte politique particulier de l'Italie actuelle et de son évolution incertaine, de ses luttes, de ses espoirs.

Au lieu de prendre comme point de départ un quelconque scandale politico-financier, c'est sur le mode policier que débute le film : les assassinats de plusieurs juges. Un pharmacien en fuite est soupçonné d'en être l'auteur par l'inspecteur chargé de l'enquête. Mais d'autres assassinats de magistrats à Rome conduisent à l'arrestation préventive de nombreux membres de groupuscules gauchistes n'ayant bien sûr rien à voir dans l'affaire.

Certaines analogies, coïncidences, font prendre conscience à l'inspecteur, homme intègre, qu'une sourde machination se trame, qu'un vague complot-piège, mené par des militaires, hauts fonctionnaires de la police, grands magistrats étroitement solidaires, est en cours. Le film alors prend une dimension plus spécifiquement politique. Angoissé, cherchant scrupuleusement, plus ou moins espionné, l'inspecteur, qui a demandé à un ami de l'Unità une entrevue avec le leader du P.C.I., est abattu en compagnie de ce dernier.

Très symbolique demeure la fin : alors qu'une manifestation importante fait face aux chars et que l'émeute est prête à éclater, le P.C.I. ne fait rien en ce sens, approuvant la version officielle qui accredit la thèse du meurtre du secrétaire communiste par l'inspecteur « devenu fou ». C'est la fameuse phrase qui a déjà fait couler beaucoup d'encre : **la vérité n'est pas toujours révolutionnaire**, prononcée par un apparatchik, justifiant la décision prise par le comité central. Les conflits de stratégie interne témoignent de l'ambiguïté de l'action du P.C.I. et de sa marge de manœuvre face à une participation éventuelle au pouvoir. C'est tout le drame du conflit entre des positions radicales et celles qui, malgré les provocations du pouvoir, essayent de transiger et de ne point perdre les acquis d'une révolution en marche. Au nom du « **compromis historique** » doit-on relativement se compromettre ou bien conserver la pureté révolutionnaire du Parti ?

Ce film, parfois assez viscontien d'allure (notamment une soirée chez un armateur ou se côtoient ministres, demi-mondaines et gauchistes dandys), au style elliptique met à nu la pourriture d'une certaine classe dirigeante, ses mougouilles et sa corruption et nous soumet donc à une méditation sur le pouvoir, sur ses voies d'accès et les embûches qui les parsèment.

Jean-François ASSELIN.

### la crise de l'opéra

La nouvelle crise qui vient de frapper l'Opéra de Paris a rappelé à tous ceux qui croyaient revenu le temps des prestigieuses soirées d'avant la guerre, que rien n'est réglé en matière lyrique.

Pourtant, tout semblait aller pour le mieux depuis l'arrivée de **Rolf Libermann** à la tête de l'Opéra en 1973. Celui-ci mit fin à la lente agonie, qui avait abouti à une baisse de qualité, puis à la fermeture de la maison en 1970.

Aujourd'hui, tout semble à nouveau remis en cause. **Jean Salusse**, directeur de la RTLN (organe de contrôle de l'Etat), a clairement exposé le problème lors de la confrontation qu'il a eue avec le personnel, début juin : si l'Etat consent une rallonge de 50 % au budget annuel, il faut accepter en retour de faire de sérieuses économies (décors, gaspillage...) ; il faut également répondre favorablement à la demande des autori-

tés culturelles d'effectuer des tournées en province, et d'augmenter le nombre des retransmissions à la télévision. Enfin, il est nécessaire de respecter à la lettre les Conventions collectives (sur les heures supplémentaires la nuit, sur le contrôle strict des absents, etc...). Ce dernier point a été mis en évidence par le Premier Ministre, dans la lettre qu'il a adressée à **Michel Guy**.

Les syndicats et le personnel semblent d'accord pour s'engager dans la coopération : une fermeture de l'Opéra serait catastrophique tant pour le personnel que pour l'art lyrique français.

Emettons toutefois des réserves quant au succès de cette réorganisation : le problème est, en effet, beaucoup plus profond : c'est la place de la musique, de l'art, et la conception qu'on se fait de la culture qui sont en cause.

Marc DESAUBLIAUX.

## lire

### des livres pour l'été

Chaque année à la veille des grandes vacances, les journaux proposent une liste de livres à emporter. Voici celle de la N.A.F. qui vous permettra de ne pas bronzer idiot :

**Emmanuel LE ROY LADURIE** : Montailhou, village occitan (Gallimard).  
**Philippe ARIES** : Essais sur l'histoire de la mort en Occident (Seuil).  
**Jean-Louis FLANDRIN** : Familles (Hachette).  
**Jacques SOLE** : L'amour en Occident à l'époque moderne (A. Michel).  
**Edgar MORIN** : L'esprit du temps (Seuil).  
**Maurice CLAVEL** : Dieu est Dieu... (Grasset).  
**Olivier CLEMENT** : L'autre soleil (Stock).  
**Jacques ELLUL** : Trahison de l'Occident (Calmann Lévy).  
**Pierre BOUTANG** : Le Purgatoire (Sagittaire).  
**SOLJENITSINE** : Lénine à Zurich ; L'archipel du Goulag (Seuil).  
**Pierre VIANSSON-PONTE** : Lettre ouverte aux hommes politiques (A. Michel).  
**Pierre DAIX** : Le socialisme du silence (Seuil).  
**Alfred SAUVY** : L'économie du diable (Calmann Lévy).  
**Pierre CHAUNU** : Le refus de la vie (Calmann Lévy).  
**Pierre GALLOIS** : L'adieu aux armées (A. Michel).  
**Paul del PERUGIA** : Louis XV (Albatros).  
**Antony SAMPSON** : Les Sept sœurs (Alain Moreau).  
**Jean DUVIGNAUD** : Le Ça perché (Stock).  
**Guy LARDREAU et Christian JAMBET** : L'Ange (Grasset).  
 (Ces ouvrages peuvent être commandés au journal).

PHILIPPE  
VIMEUX

LE COMTE  
DE PARIS  
OU LA PASSION  
DU PRESENT

ENFIN

un livre sur

SA PENSEE

SON ACTION

29F franco

BON DE COMMANDE A RETOURNER AU JOURNAL :

La Nouvelle Action Française - 17, rue des Petits Champs - 75001 Paris

NOM :

Prénom :

Adresse :

désire recevoir le livre « **Le Comte de Paris ou la passion du présent** » et verse pour cela la somme de 29 F (règlement chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de l'Institut de Politique Nationale).

# la n.a.f. en mouvement

**vacances d'été :**

**notre  
numéro  
spécial**

Le prochain numéro de la N.A.F. (n° 230) paraîtra donc le 13 juillet. Avec quatre pages supplémentaires, il sera conçu spécialement pour la propagande et doit donc être diffusé le plus largement possible. Nos lecteurs et nos sympathisants doivent tous contribuer à cet effort de diffusion et commander quelques exemplaires de ce numéro, afin de le diffuser autour d'eux.

Comme tous les ans, l'équipe de la N.A.F. va bientôt prendre ses « quartiers d'été » et la N.A.F.-journal ne paraîtra pas pendant le mois d'août. La Lettre de la N.A.F., en revanche, sera servie normalement aux abonnés.

Nous souhaiterions avoir vos commandes le plus rapidement possible pour pouvoir en tenir compte au moment de déterminer le tirage exact de ce numéro spécial.

|           |        |
|-----------|--------|
| Tarif :   |        |
| 1 ex. :   | 3,50 F |
| 5 ex. :   | 15 F   |
| 10 ex. :  | 28 F   |
| 20 ex. :  | 50 F   |
| 50 ex. :  | 100 F  |
| 100 ex. : | 180 F  |

Commandes au journal accompagnées de leur règlement à l'ordre de la N.A.F. - C.C.P 193-14 Z Paris.

## bilan

Au mois de septembre dernier, la N.A.F.-journal avait fait peau neuve et nous sortions la nouvelle formule du bi-mensuel avec ses douze pages illustrées, ainsi que le premier numéro de La lettre de la N.A.F. réservée à nos abonnés. Dix mois après, il est bon de dresser un bilan.

**Première constatation :** Le nombre moyen d'abonnés nouveaux par mois, est resté le même que l'année passée. Il est vrai que nous n'avons pas bénéficié cette année de l'appui important que nous avait apporté la tribune libre à la télévision en mars 1975, et donc l'on peut considérer qu'il y a eu un léger progrès, mais très insuffisant pour que la N.A.F. effectue une percée.

**Deuxième constatation :** La N.A.F. n'étant pas distribuée normalement dans les kiosques, il est difficile de tirer un enseignement des quelques dizaines de points de vente qui sont alimentés directement par nos militants. Il semble cependant que, quand le journal est bien affiché, la vente est très satisfaisante. En revanche, dans les autres kiosques la vente stagne malgré la nouvelle présentation.

**Troisième constatation :** La nouvelle formule a plu à nos abonnés anciens qui nous ont manifesté, cette année, une fidélité exemplaire. Le pourcentage de réabonnement à la N.A.F. atteint et dépasse même régulièrement les 75 %, alors que les années précédentes ce taux se situait autour de 65 % (à titre de comparaison pour Politique-Hebdo, il est d'environ 45 % et pour l'Express de 37 %). Dans ce domaine, nous avons remporté un succès très net.

**En conclusion,** ce dont souffre actuellement la N.A.F.-journal, c'est de la trop lente progression dans un public nouveau. Non pas que le journal « n'accroche pas » mais parce qu'il n'est pas connu de tout le public potentiel.

A cela plusieurs remèdes possibles :

— la diffusion normale dans les kiosques ou du moins dans les 400 principaux kiosques de Paris et des grandes villes de province. C'est un objectif possible, mais qui nous fait courir un risque financier certain (il est impossible de faire une prévision sur les ventes à venir). Pour couvrir ce risque, il faudrait que nous recevions 40.000 F de souscription supplémentaire ;

— la diffusion par l'intermédiaire de nos lecteurs qui, tous, devraient avoir comme préoccupation permanente de faire connaître la N.A.F. autour d'eux (nous pouvons vous fournir des inventaires de la N.A.F. pour cela). Egalement par des abonnements de propagande à l'intention de personnes susceptibles d'être intéressées par la N.A.F. (abonnement tarif spécial deux mois : 10 F). Le numéro spécial vacances (voir ci-contre) sera également un moyen de propagande privilégié.

C'est donc, comme d'habitude, sur vous que nous comptons. Et comme d'habitude, je suis sûr que notre appel sera entendu.

Yvan AUMONT.

## adhérents

Tous les adhérents de la N.A.F. ont dû maintenant recevoir les cartes de 1976. Si vous n'avez pas reçu la vôtre, c'est que vous n'êtes sans doute pas en règle... En tout cas, signalez-le-nous pour que nous puissions régulariser cela. Rappel : les cotisations sont mensuelles, leur taux est fixé à 2 % des revenus avec un minimum de 5 francs, elles doivent être versées soit auprès des trésoriers de section, soit directement au C.C.P. A.F.U. 1918-59 Paris.

## souscription

Nous remercions tous nos lecteurs qui continuent à répondre à notre appel. La période des vacances qui commence est toujours pour nous un cap difficile à passer : les rentrées sont faibles, en revanche les traites et les échéances continuent à tomber. Pensez à nous avant de partir. Merci.

A. Vallier, 150 F - Y. Alexandrov, 130 F - M.J. (95), 39 F - A.P., 10 F - L.J. Meunier, 30 F - Le Vigan, 30 F - Y.P., 100 F - C. Joanelle, 30 F - Vairel, 10 F - A.G. (Paris 15\*), 58 F - Anonyme Massy, 50 F - G. Laurans, 100 F - J. Maigre, 30 F - F.C. (Somme), 10 F - Y. Goaziou, 50 F - M.M. (Paris 15\*), 10 F - C.D., 100 F - Anonyme Tours, 50 F - M.D., 65 F - Ph. Martinez, 28 F - J. Ebstein, 100 F - J.L. Capra, 30 F - M. Desaubliaux, 10 F - B. Chapon, 50 F - M.P. Tricot, 30 F - F. La Garanderie, 80 F - F. Gerlotto, 100 F - M.H. (Nice), 30 F - J. Beaume, 580 F - C. Teissier, 20 F - Mme Talneau, 290 F - Dr Garnier, 30 F - D. Gasser, 10 F - Taupenas, 10 F - L. Maine, 100 F - F. Charriol, 30 F.

Total de cette liste : 2.580 F.

Adressez vos dons en précisant « pour la souscription » à N.A.F., C.C.P. 193-14 Z Paris.

## bulletin d'abonnement

Les abonnés de la N.A.F. reçoivent en supplément, « La lettre de la N.A.F. », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (\*)

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Année de naissance : .....

(\*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 193-14 Paris

**naf 17 rue des petits champs 75001 PARIS**





par  
bertrand  
renouvin

## vingt ans en arrière ...

Etrange mois de juin, qui tout d'un coup nous reportait vingt ans en arrière... Jamais, depuis l'avènement du gaullisme, les projecteurs n'avaient été aussi souvent braqués sur l'Assemblée. Jamais on n'avait tant écouté la rumeur des couloirs. Jamais on n'avait considéré avec autant d'intérêt un chef de groupe parlementaire — M. Labbé en l'occurrence.

Sans compter le fatras des amendements, la complexité des procédures, et le retour sur toutes les lèvres des mots d'autrefois, avec leur saveur retrouvée : allait-il **démisionner** ? Fallait-il **dissoudre** ? Était-ce l'**éclatement** de la majorité ? Oui, irrésistiblement, les péripéties de cette crise ne pouvaient manquer de nous ramener à la IV<sup>e</sup> République pourrissante.

Maintenant que, partout dans la majorité, les meneurs de jeu annoncent la fin de la partie, il n'est pas inutile de faire le bilan de ce premier grand affrontement à l'intérieur de la coalition présidentielle, et d'en tirer quelques leçons pour l'avenir du giscardisme.

### PIEGES

L'avenir du giscardisme ? On sait que le Président de la République ne le conçoit que dans un « gouvernement au centre », permettant de maintenir l'équilibre du pouvoir par-delà les vicissitudes électorales. D'où les espoirs placés dans le radicalisme, et surtout dans une rupture de l'union de la gauche. D'où l'affirmation récente que M. Giscard d'Estaing ne démissionnerait pas en cas d'échec de l'actuelle majorité.

Le gouvernement au centre ne passe donc pas nécessairement par la victoire des centristes. Mais ce courant peut être un facteur important dans le rééquilibrage de l'actuelle majorité, où l'U.D.R. se taille la part du lion : s'il occupait une place plus grande au Parlement le centrisme pourrait — comme le Parti radical autrefois — constituer le « **parti-charnière** » capable de cimenter toutes les combinaisons de « **centre-droit** » et de « **centre-gauche** ». D'où, en prévision des élections de 1978, le double piège tendu à l'U.D.R. :

1<sup>o</sup> A Rennes, lors de la fondation des « **Démocrates sociaux** », Lecanuet affirme la nécessité d'une alliance électorale privilégiée entre « **réformateurs** » et Républicains indépendants. Poniatowski applaudit évidemment des deux mains. Mais Chirac, promu depuis peu « coordinateur » de la majorité, ne peut qu'être douloureusement surpris. Et les députés U.D.R. de se révolter contre une manœuvre destinée à les détruire — puisque des « **primaires** » à l'intérieur de la majorité verraient le « **candidat du Président** » s'opposer avec les meilleures chances au « **député quelconque** » de l'U.D.R.

2<sup>o</sup> Les plus-values constituent le second piège : alors que la proportion des députés hostiles au projet est aussi forte chez les R.I. qu'à l'U.D.R., c'est cette dernière qui, placée au centre de l'actualité, est rendue responsable du sort de la taxe. Terrible dilemme pour les gaullistes : ou bien ils votent la loi et s'exposent à de graves revers électoraux en 1978, ou bien ils se révoltent contre la loi et passent pour de fieffés conservateurs. Dans un cas comme dans l'autre, c'est tout bénéfice pour les centristes qui, face à l'opinion, conservent les mains pures.

D'où la rencontre de Bregançon entre Giscard et Chirac, les bruits de démission du Premier ministre, de dissolution de l'Assemblée puis de remaniement ministériel, avant le retour au calme marqué par l'entretien télévisé du Président, le 17 juin.

### LEÇONS

En refusant pour l'instant tout remaniement et en repoussant l'éventualité d'un retour au régime des partis, M. Giscard d'Estaing a voulu montrer que rien n'avait changé dans le jeu des partis et des institutions. Pourtant, malgré la réussite formelle de l'intervention présidentielle, rien n'a été réglé au fond, les partis en présence ayant seulement conclu une trêve.

— d'une part la question des « **primaires** » — donc de la rivalité U.D.R.-centristes — n'a pas été résolue, malgré les sourires de MM. Dominati et Lecanuet.

— mais surtout, le vieux problème du conflit entre un Président de la République et son Premier Ministre n'a pas été tranché : comme le Président ne peut, à cause d'une lacune de la Constitution — exiger la démission de son Premier ministre, un conflit de pouvoirs est tout à fait possible aujourd'hui — et plus encore en cas de victoire de la gauche. Comme le Premier ministre dispose d'attributions étendues, tout conflit entre les deux chefs de l'Exécutif tournerait vite à l'épreuve de force, donc à la crise de régime.

Les dispositions constitutionnelles ne sont évidemment pas toute la politique. Et la coutume institutionnelle, ou de simples considérations tactiques, peuvent diminuer les risques d'affrontement. Ils n'en demeurent pas moins réels, surtout entre des hommes qui n'ont en commun aucune idéologie mais des intérêts momentanés... qui peuvent opposer demain l'esthète désinvolte de l'Élysée et l'aventurier dans scrupules de Matignon.

### L'AVENIR

Conflit possible au sommet de l'État, lutte ouverte entre un parti fatigué de subir et des groupes qui veulent participer plus largement au festin, désarroi d'une opinion qui ne croit pas au spectacle de la réforme : l'avenir du giscardisme n'est pas tellement engageant. D'autant plus que l'anticommunisme forcené des giscardiens, loin d'apporter des voix à la majorité, a conforté le... Parti socialiste qui représente pour de plus en plus de Français la possibilité d'un changement sans grand risque.

La majorité présidentielle a donc intérêt à serrer les rangs, et le pouvoir exécutif à conserver sa cohésion. Comme les sentiments, les intérêts, les soucis et les ambitions sont différents voire opposés, le maintien de l'unité passe par des concessions, des compromis et de menus changements. Électoralement, ils peuvent — peut-être ! — sauver la majorité. Politiquement, ces pratiques se traduiront par l'immobilisme, rançon normale des arrangements de cette nature. On l'a bien vu sous la IV<sup>e</sup> République, qui survécut douze ans parce qu'elle avait résolu de ne rien faire.

Son effondrement n'en fut que plus brutal.

Bertrand RENOUVIN